



**Interview de François Villeroy de Galhau,
Gouverneur de la Banque de France,**

« La croissance sera négative en 2020 puis positive en 2021 »

Ouest-France, 23 mars 2020

*Contacts presse : Mark Deen (mark.deen@banque-france.fr)
et Deborah Guedj (deborah.guedj@banque-france.fr)*

Est-ce que cette crise peut être comparée à celle de 2008 ?

Personne ne pouvait anticiper cette crise qui est un choc sans précédent. Il faut d'abord livrer la bataille sanitaire, prioritaire. Elle provoque un choc économique dont il est encore difficile de mesurer l'ampleur, et qui a lui-même enfin des conséquences financières. Cet enchaînement est une grande différence avec la crise de 2008, car cette dernière trouvait à l'inverse son origine dans la finance.

Vous voulez éviter des faillites en cascades.

Pour aider les entreprises à traverser ce choc, il faut leur procurer un bouclier quasi total. Nous devons les aider à tenir pendant cette bataille sanitaire afin qu'elles repartent vite le moment venu: c'est la deuxième bataille, la bataille économique. Cela requiert de garantir les liquidités nécessaires au bon fonctionnement de l'économie. Ce rôle est assuré par la Banque centrale européenne et la Banque de France, j'y reviendrai. Pour protéger les entreprises et leurs salariés, les mesures prises par le gouvernement en France sont aussi essentielles : la prise en charge du chômage partiel, le report des échéances fiscales et sociales et la garantie à hauteur de 300 milliards d'euros des prêts bancaires. La priorité, c'est la préservation de l'outil économique. Prenons l'exemple du transport aérien. Si un avion reste cloué au sol, cela entraîne une perte économique temporaire. Mais si la compagnie faisait faillite, ce serait une perte durable de croissance. Cela vaut tout autant pour les restaurants, et tous les TPE et indépendants, pour lesquels le fonds de solidarité pourra intervenir.

Mais est-ce qu'il n'y a pas un risque de paralysie de l'économie française ?

Pour l'éviter, il faut réussir à la fois à protéger au maximum, et travailler au maximum. Il n'y a pas alors de contradiction entre gagner la bataille sanitaire et gagner la bataille économique. La première priorité, c'est bien sûr de protéger la santé de toutes les personnes, par la distanciation sociale accompagnée des fameux gestes barrières. La discipline nouvelle des Français, en quelques jours, est globalement remarquable.

Mais en même temps, travailler au maximum. Avec cette crise, nous redécouvrons que quand chacun de nous travaille, au-delà d'assurer certes sa rémunération, il contribue surtout à des services essentiels pour les autres : nos soignants sont des héros, mais je pense aussi aux industries dont l'agro-alimentaire, aux transports, à la distribution, à l'énergie, et à beaucoup d'autres... Le télétravail aide mais ne résout évidemment pas tout. Tout autant, les salariés en présence physique doivent être totalement protégés et rassurés : c'est possible, et ceci passe cette semaine par le dialogue social, secteur par secteur. Le MEDEF et la CFDT y ont appelé ensemble ce week-end.

Quelles vont être les conséquences pour la France ?

La croissance sera négative cette année, puis positive en 2021. Il est encore trop tôt pour donner des chiffres. Aujourd'hui, nous nous mobilisons en priorité pour suivre la situation des entreprises sur le terrain, face au choc.

Certains s'inquiètent de la frilosité des banques ?

Cela me paraît injuste. Je n'ai aujourd'hui aucune raison de douter de l'engagement des banques, et de leurs salariés en agence que je tiens à saluer, pour accompagner toutes les entreprises, à commencer par les PME et TPE. Les reports de six mois des échéances ont commencé, les garanties automatiques de nouveaux prêts démarrent cette semaine. Et si des entrepreneurs rencontraient des difficultés bancaires, la Banque de France a dans chaque département un médiateur du crédit. C'est un dispositif gratuit et efficace : l'an dernier, son intervention a permis de régler les deux-tiers des litiges qui lui avaient été remontés.

L'accès aux liquidités et donc aux distributeurs bancaires est-il garanti ?

Oui ! Grâce notamment aux salariés de la Banque de France qui garantissent ce service dans nos caisses et sont présents à leur poste, avec toutes les précautions qui s'imposent. Les distributeurs de billets sont normalement alimentés. Il y a d'ailleurs ces derniers jours, logiquement, une baisse des retraits.

Cette crise, c'est aussi un test pour l'Europe ?

On peut déplorer que la première réaction face au coronavirus n'ait pas été coordonnée. Ce n'est plus le cas : aujourd'hui, tous les pays de la zone euro sont touchés et il y a une forte convergence des actions.

Nous venons au sein de la Banque centrale européenne de prendre deux décisions historiques en huit jours, avec une détermination unanime à agir.

La Banque centrale est prête à débloquer 750 milliards d'euros. Du jamais vu ?

À situation exceptionnelle, remèdes exceptionnels. Nous avons déjà décidé le 12 mars une enveloppe de liquidités massive pour les entreprises, les PME et TPE qui se financent via les banques. L'enveloppe supplémentaire de 750 Mds, décidée suite à notre réunion extraordinaire de mercredi soir, est prévue pour ceux qui se financent via les marchés : États et grandes entreprises. Tout acteur économique sera ainsi en mesure d'avoir accès aux liquidités nécessaires. Pour que cela fonctionne au mieux, tous doivent être solidaires. Nous allons veiller strictement à ce que certaines entreprises ne tentent pas de profiter de la situation pour allonger leurs délais de paiement.

Certains pays, l'Italie par exemple, étaient déjà fragiles. Auront-ils le même soutien ?

Nous n'allons pas mesurer notre réponse à l'épidémie en fonction des efforts budgétaires qui auraient été faits ou pas par les pays avant cette crise ! Ces instruments exceptionnels pourront davantage bénéficier à certains pays. Faire autrement serait contraire à la solidarité européenne, et une erreur économique : la croissance souffrirait partout.

La réponse à cette crise nécessite d'être plus solidaire ?

Cette bataille serait perdue si chacun pensait s'en sortir au détriment des autres. Grands groupes et fournisseurs, administrations publiques et entreprises, les banques et leurs clients : tous doivent être sur le pont ensemble. La France a la réputation d'être un pays individualiste, mais dans les moments exceptionnels comme celui que nous vivons, elle sait se réunir pour remporter



la victoire. Cela vaut aussi dans le reste du monde: même Donald Trump réalise que l'Amérique ne va pas réussir seule.

L'Europe aura besoin de se renforcer à la suite de cette crise ?

Je soutiens dès maintenant l'idée de prêts européens exceptionnels Coronavirus, accordés par le Mécanisme européen de Stabilité. Plus tard, il y aura d'autres leçons à tirer pour une mondialisation plus équilibrée. Ce qui me frappe déjà, c'est le parallèle entre le coronavirus et les exigences liées au climat. Des réflexions seront à conduire pour avoir par exemple des chaînes d'approvisionnement moins complexes, des circuits de transports moins longs.

*Contacts presse : Mark Deen (mark.deen@banque-france.fr)
et Deborah Guedj (deborah.guedj@banque-france.fr)*